

COMPTE-RENDU

Conseil de quartier Bordeaux Maritime

Mardi 9 décembre 2025, Espace Eugénie Eboué-Tell



Etaient présents :

- Pierre Hurmic, Maire de Bordeaux
- Vincent Maurin, Maire adjoint du quartier Bordeaux Maritime
- Didier Jeanjean, Adjoint au maire chargé de la nature en ville et des quartiers apaisés
- Olivier Escots, Adjoint au maire chargé du handicap, de la lutte contre toutes les discriminations, de l'accessibilité et des établissements recevant du public
- Maëlle Despouys, Animatrice de la Mission Démocratie Permanente
- Pauline Legardien, Animatrice de la Mission Démocratie Permanente
- Hélène Pillet, Responsable du service autorité organisatrice eau énergie - DGTERE Bordeaux Métropole
- Christian Guillaume, Directeur stratégies et actions énergétiques - DGTERE Bordeaux Métropole
- Estelle Goblet, Mission handicap et Accessibilité à la Cité – Ville de Bordeaux
- Karine Gessner, Adjointe au Directeur Général des Territoires Pôle territorial de Bordeaux – Bordeaux Métropole
- Mathieu Ahyerre, Responsable du Service d'Aménagement des Parcs et Jardins – Bordeaux Métropole
- 80 habitants

Vous pouvez revoir le conseil de quartier dans son intégralité en suivant le lien : [Participez à la vie du quartier Bordeaux Maritime | Site de la ville de Bordeaux](#)

ANIMATION DU CONSEIL DE QUARTIER

Pauline Legardien ouvre la séance et souhaite la bienvenue aux habitants réunis dans le nouvel espace Eugénie Eboué-Tell.

Maëlle Despouys propose un tour d'horizon des secteurs d'origine des participants. Les Bassins à flot sont majoritaires, suivis de Chartrons Nord, Bacalan, Ginko et les Aubiers. Elle identifie ensuite les habitués et les nouveaux venus, une quinzaine de personnes participant pour la première fois.

MOT D'ACCUEIL

Pierre Hurmic

Maire de Bordeaux

Pierre Hurmic se dit très heureux de participer à ce conseil de quartier, marqué par une affluence importante — environ 130 inscrits — supérieure aux précédentes éditions. Il souligne le caractère particulier de cette réunion, pour deux raisons :

- Il s'agit du dernier conseil de quartier de la mandature.
- Il se tient en période préélectorale, ce qui impose un cadre strictement informatif, sans valorisation politique.

Il explique que, pour respecter cette neutralité, les sujets du soir seront présentés non par les élus, comme c'est l'usage, mais par des agents de la Ville et de Bordeaux Métropole, qu'il remercie pour leur implication.

Pierre Hurmic insiste également sur le caractère exceptionnel de ce conseil du fait du lieu : le public découvre le nouvel Espace Eugénie Éboué-Tell, un équipement communal comprenant un pôle associatif en rez-de-chaussée (salles de 25 à 250 places) et un multi-accueil Petite Enfance de 60 berceaux, ouvert en 2 phases : la première le 1er décembre 2025 et la seconde en janvier 2026. L'inauguration officielle est prévue le 14 janvier.

Il détaille le concept architectural du bâtiment, conçu dans l'esprit des Bassins à flot, la modularité des espaces, la présence d'un jardin intérieur planté d'essences rustiques, de terrasses accessibles et d'équipements dédiés au jardinage pour les enfants. Il évoque également l'installation de panneaux photovoltaïques orientés sud. Pierre Hurmic précise le coût global de l'équipement qui s'élève à 10,9 millions d'euros, dont 600 000 euros financés par la CAF. Il conclut en présentant brièvement la personnalité d'Eugénie Éboué-Tell, figure politique, pionnière du féminisme noir et engagée dans les combats de la décolonisation.

Pierre Hurmic remercie l'assemblée pour son attention et passe la parole à Vincent Maurin.

INTERVENTION INTRODUCTIVE

Vincent Maurin

Maire-adjoint du quartier Bordeaux Maritime

Vincent Maurin remercie à son tour le maire, les élus présents et l'ensemble des services mobilisés pour l'organisation de la soirée. Il confirme que les présentations seront conduites par plusieurs voix, en s'appuyant sur les services municipaux et métropolitains, avec un focus spécifique sur le quartier Bordeaux Maritime.

Il note l'affluence exceptionnelle de cette séance, presque deux fois supérieure à celle du précédent conseil de quartier. Pour lui, cette participation témoigne de l'intérêt des habitants pour la vie locale et contribue à une dynamique de co-construction importante. Il rappelle que, sur l'année 2025, plus de 1 000 habitants ont participé à une réunion ou une rencontre de proximité.

Vincent Maurin revient sur les nombreux projets en cours dans le quartier : les opérations livrées dans le secteur des Bassins à flot, l'inauguration prochaine du préau sportif Betty Cuthbert, ou encore l'ouverture début 2026 du jardin de la Faïencerie. Il évoque également les singularités du quartier en matière de nature en ville et de solarisation, Bordeaux Maritime étant l'un des secteurs les plus avancés, notamment grâce au Parc des Expositions, à la centrale photovoltaïque de Labarde, au futur dispositif sur le toit de la Base sous-marine et à la solarisation des nouveaux espaces publics.

Il évoque les nombreux rendez-vous festifs à venir dans le contexte des fêtes de fin d'année, les illuminations inaugurées récemment et la richesse de la vie associative du quartier, considérée comme un élément essentiel du vivre-ensemble. Il rappelle que « faire quartier » repose à la fois sur la politique municipale et sur l'engagement des associations et des habitants.

Les passeurs d'arbres

Vincent Maurin explique qu'il souhaite présenter brièvement le dispositif métropolitain des « passeurs d'arbres ». Il rappelle que ce programme vise à sensibiliser les habitants à la nature et, plus particulièrement, à l'arbre en ville. Il précise que plusieurs relais existent dans le quartier, environ trois ou quatre, dont deux qu'il a déjà rencontrés. Il invite les personnes présentes à les identifier pour échanger avec eux ou à les contacter ultérieurement.

Il ajoute que ces passeurs d'arbres seront mobilisés lors des prochaines distributions d'arbres fruitiers sur l'espace public. Ils accompagneront les habitants à cette occasion et se tiendront disponibles pour répondre aux questions.

LA POLITIQUE ENERGETIQUE A L'ECHELLE DE LA VILLE ET DE VOTRE QUARTIER

Hélène Pillet

Responsable du service autorité organisatrice eau énergie - DGTERE Bordeaux Métropole

Christian Guillaume

Directeur stratégies et actions énergétiques - DGTERE Bordeaux Métropole

A/ Sobriété – Efficacité – Énergies renouvelables

Parenthèse participative : Quizz énergies renouvelables

Maëlle Despouys invite le public à lever la main pour identifier les sources d'énergie renouvelable. La salle réagit : le soleil et le vent recueillent une large majorité, alors que le pétrole, le charbon et le nucléaire suscitent moins de mains levées. Quelques participants citent aussi le bois.

Christian Guillaume confirme que le bois est bien une énergie renouvelable, soulignant qu'en France, la ressource se régénère plus vite qu'elle n'est exploitée. Il rappelle que c'est même la première énergie renouvelable du pays. Il précise en revanche que le nucléaire n'est pas renouvelable, même s'il constitue une énergie très largement décarbonée.

De quoi parle-t-on ?

Christian Guillaume expose les trois piliers de la politique énergétique de la Ville :

- La sobriété, qui repose sur l'évolution des usages et consiste à réduire les consommations par les comportements (chauffer moins, éteindre les lumières inutiles, limiter les usages superflus).
- L'efficacité énergétique, qui consiste à améliorer la performance des bâtiments et des équipements, afin de consommer moins pour un même usage (meilleure isolation, chauffage performant...).
- Le recours aux énergies renouvelables, puisque la consommation ne peut jamais être totalement supprimée.

Christian Guillaume souligne que ces trois piliers s'appliquent autant à l'échelle individuelle qu'à l'échelle municipale.

Quelles obligations réglementaires ?

Christian Guillaume explique ensuite que la Ville est soumise à un cadre réglementaire national issu de la Stratégie nationale bas-carbone. Le décret tertiaire impose des baisses très importantes de consommation pour les bâtiments de plus de 1 000 m² : - 40 % en 2030, - 50 % en 2040 et - 60 % en 2050.

Ces objectifs concernent de très nombreux bâtiments municipaux et représentent un défi majeur pour la collectivité.

Chiffres clés

Christian Guillaume rappelle que la Ville consacre 5,8 M€ d'investissements par an à la performance énergétique, ce qui a permis environ 1,2 M€ d'économies l'année précédente. Le taux d'autonomie énergétique atteint aujourd'hui 29 %, grâce aux énergies locales et renouvelables, ce qui limite la dépendance aux fluctuations du marché du gaz ou de l'électricité non renouvelable.

Mix énergétique : la consommation des bâtiments municipaux du quartier

Christian Guillaume indique que le quartier présente un profil de mix énergétique identique à la moyenne bordelaise : 41 % d'électricité, 45 % de gaz et 14 % de chaleur renouvelable, produite notamment *via* les réseaux de chaleur.

Dans mon quartier

Christian Guillaume détaille les actions récentes :

- Le remplacement de chaudières gaz par des pompes à chaleur dans les écoles du Point-du-Jour et Anne-Sylvestre (2023).
- L'installation d'émetteurs de chauffage plus performants et passage en LED avec détection de présence.
- Des travaux énergétiques dans le gymnase Dupaty (2023-2024). Des études liées à la rénovation et l'extension de l'école Gisèle Halimi.

B/ Réseaux de chaleur urbains

Parenthèse participative : Quizz réseau de chaleur

Pauline Legardien demande au public d'identifier l'origine de la chaleur dans les réseaux de chaleur. Les réponses varient : le soleil et le vent sont peu cités, le bois et la géothermie recueillent de nombreuses mains levées, tout comme la combustion des déchets ou du gaz.

Comment ça marche ?

Hélène Pillet apporte la réponse en précisant qu'un réseau de chaleur fonctionne comme un « très grand chauffage central » à l'échelle d'un quartier. Il utilise principalement des énergies renouvelables :

- La géothermie.
- Le bois.
- La combustion des déchets.
- Et, en appoint seulement, le gaz.

Hélène Pillet ajoute que l'eau chauffée entre 70 et 90 °C circule dans des tuyaux isolés, distribue la chaleur aux immeubles, puis revient refroidie vers les unités de production, formant une boucle fermée.

Pourquoi ?

Hélène Pillet rappelle les avantages majeurs :

- Une réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à une chaufferie gaz individuelle.
- La mobilisation de ressources locales, renouvelables et stables (moins sensibles aux aléas).
- Une fiabilité accrue grâce à l'absence de chaudières individuelles susceptibles de tomber en panne.

Dans mon quartier

Hélène Pillet indique que le quartier dispose de plusieurs réseaux, alimentés soit par la biomasse, soit par la chaleur issue de l'assainissement, soit par la géothermie. La cartographie présentée localise les principales chaufferies, dont la chaufferie bois du Grand Parc, site public majeur du secteur.

C/ Photovoltaïque

Parenthèse participative : Quizz sites municipaux solarisés

Maëlle Despouys interroge le public sur le nombre de bâtiments municipaux équipés de panneaux photovoltaïques parmi les 354 sites identifiés comme exploitables. Les propositions circulent dans la salle : 28, 54 ou 81.

Hélène Pillet donne la réponse : 54 bâtiments municipaux sont aujourd'hui solarisés, soit une production de 6 626 MWh, équivalente à la consommation de 1 352 foyers.

Quelles actions ?

Hélène Pillet précise que ces chiffres n'incluent pas les grands sites comme la centrale de Labarde ou le Parc des Expositions. Elle explique que la Ville privilégie désormais l'autoconsommation sur ses sites pour optimiser l'utilisation directe de l'énergie produite. Toute rénovation de toiture fait automatiquement l'objet d'une étude pour une éventuelle solarisation.

Quels avantages ?

Hélène Pillet rappelle que le photovoltaïque offre plusieurs atouts :

- Une énergie renouvelable et inépuisable (le soleil).
- Une réduction des émissions de CO₂.
- Une installation relativement simple.
- Une maîtrise accrue des factures d'électricité grâce à l'autoconsommation.

Dans mon quartier

Hélène Pillet annonce que le quartier est l'un des mieux équipés de toute la ville avec 20 bâtiments municipaux qui disposent de panneaux solaires. Les grandes installations du Parc des Expositions et de Labarde assurent une capacité de production massive, et les écoles et crèches fonctionnent en grande partie grâce à leur propre production solaire.

Hélène Pillet précise que la puissance totale installée atteint 75 MWc, presque l'équivalent de la consommation annuelle de 30 000 habitants. Le quartier représente à lui seul près de 40 % de la production photovoltaïque métropolitaine, grâce à ses grandes unités de production et aux installations privées obligatoires (ombrières de parking).

D/ Dispositifs d'aide à la rénovation énergétique

Hélène Pillet présente ensuite les dispositifs d'accompagnement accessibles *via* MaRénov' Bordeaux Métropole, cumulables avec MaPrimeRénov' (dispositif national) et 18 conseillers sont disponibles en continu *via* le site marenov.bordeaux-metropole.fr.

Ces aides accompagnent :

- Une rénovation globale, très efficace, mais plus coûteuse.
- Des interventions ou gestes ciblés (ex. : remplacement des fenêtres).
- L'installation de panneaux photovoltaïques en autoconsommation.
- Le renouvellement des anciens appareils de chauffage au bois (Fonds Air Bois). Des aides dédiées aux copropriétés.

Les exemples présentés montrent qu'un foyer modeste peut n'assumer que 20 % du coût final, tandis qu'un foyer à revenu supérieur garde 58 % à charge, ce qui reste un avantage financier significatif.

Accompagner vos projets : 3 outils en bref

Hélène Pillet présente 3 outils numériques utiles :

- Une application géothermie : pour connaître la profondeur et la température des nappes souterraines à l'adresse recherchée (maille 100 m x 100 m) : <https://data.bordeaux-metropole.fr/geothermie/>
- La thermographie aérienne : pour visualiser les déperditions de chaleur en toiture de son logement ou de sa copropriété : <https://geo.bordeaux-metropole.fr/thermographie/>
- Le cadastre solaire : pour évaluer la faisabilité technico-économique d'une installation photovoltaïque : <https://marenov-bordeaux-metropole.cadastre-solaire.fr/>

Hélène Pillet encourage les habitants à consulter ces outils afin d'identifier des pistes d'amélioration et de préparer leurs projets de rénovation.

Témoignage d'un Bordelais (rénovation énergétique de sa maison)

[Témoignage de la rénovation énergétique d'un logement à Bordeaux](#)

TEMPS D'ECHANGES

« Les nouveaux bâtiments du quartier Bassins à flot sont, à mon avis, de véritables passoires thermiques. La Ville peut-elle surveiller ce problème ? »

Christian Guillaume explique que la qualité des constructions neuves relève davantage de la réglementation nationale que de la Ville. Il rappelle que les normes RT2012 puis RE2020 imposent aujourd'hui un niveau de performance énergétique très élevé. Il précise que la collectivité n'est pas responsable du contrôle de conformité des constructions privées, responsabilité qui revient aux maîtres d'ouvrage, tenus de respecter cette réglementation exigeante.

« Les dispositifs d'aide semblent cibler uniquement les propriétaires. Comment intégrez-vous les locataires, notamment dans les quartiers populaires où les logements sont souvent mal isolés ? »

Christian Guillaume reconnaît que les aides à la rénovation s'adressent principalement aux propriétaires, mais souligne qu'un locataire peut engager le dialogue avec son bailleur pour encourager des améliorations qui bénéficient aussi à la valeur du logement. Il rappelle que les dispositifs concernent aussi bien les maisons individuelles que les copropriétés, dégradées ou non. Il ajoute que le logement social constitue un axe majeur de la politique métropolitaine et que les efforts financiers sont plus importants pour les logements collectifs, notamment sociaux, que pour les logements individuels.

« D'où viennent les panneaux solaires et quelle est leur durée de vie ? Que se passe-t-il en cas de dégâts et d'indisponibilité des installations lors d'événements climatiques extrêmes comme la grêle ou la foudre ? »

Christian Guillaume indique que la Ville et Bordeaux Métropole ne peuvent pas imposer une origine géographique des panneaux dans les appels d'offres. Il précise que, depuis plusieurs années, la Chine domine largement le marché en raison de coûts imbattables, même si certaines installations, comme celles de Labarde, proviennent d'autres régions du monde. Il signale qu'un dispositif de TVA réduite vise à favoriser la renaissance d'une filière française encore très limitée. Concernant la robustesse, il évoque une durée de vie moyenne d'environ trente ans et souligne l'absence d'accidents majeurs recensés sur les installations métropolitaines, y compris après des orages violents. Il estime que les panneaux ne sont pas indestructibles, mais suffisamment solides pour ne pas représenter un point faible notable dans les projets actuels. Lorsque l'habitant insiste sur les risques liés à des événements extrêmes (décennale, trentennale, centennale), il répond que la Métropole raisonne surtout en matière d'inondations, un risque plus prégnant que pour le photovoltaïque, mais que cette logique d'anticipation fait partie de la conception des projets.

« Les copropriétés représentent un immense potentiel pour le photovoltaïque, mais les démarches sont extrêmement complexes. Travaillez-vous à simplifier cela ? »

Christian Guillaume reconnaît que la gouvernance des copropriétés complique fortement les projets photovoltaïques, notamment parce que la toiture est un bien commun nécessitant l'accord de tous. Il rappelle que les aides de la Métropole sont réservées aux projets en autoconsommation totale, un modèle difficilement compatible avec une copropriété. Il souligne cependant que, pour la

rénovation énergétique, un dispositif permet désormais d'aider un logement situé en copropriété, même si le reste de l'immeuble ne se lance pas dans un projet global, à condition que les travaux n'entrent pas en contradiction avec les règles de la copropriété. La Métropole cherche des solutions dans ce contexte complexe, même si aucune réponse simple ne permet aujourd'hui de surmonter toutes les contraintes.

« Qui exploite les grandes centrales photovoltaïques ? Et que prévoyez-vous concernant la baisse de rendement des panneaux sur le long terme ? »

Christian Guillaume explique que deux modèles coexistent. Pour les installations dont la Métropole est maître d'ouvrage, la collectivité construit, exploite et autoconsomme l'électricité produite, en s'appuyant sur des contrats d'exploitation similaires à ceux utilisés pour le chauffage. Pour les grandes centrales comme celles du Parc des Expositions ou de Labarde, la Métropole confie l'exploitation à un tiers investisseur privé, qui finance l'équipement, assume les risques et se rémunère grâce à la vente d'électricité. Sur le long terme, il estime que le renouvellement des panneaux sera sans doute guidé par un raisonnement économique plutôt que par leur durée de vie physique. Avec des panneaux neufs de plus en plus performants, il anticipe que les exploitants auront intérêt à remplacer les panneaux avant leur fin de vie technique pour améliorer leur production.

« Pour compléter votre réponse précédente, pouvez-vous nous dire comment se déroule le recyclage des panneaux photovoltaïques ? »

Christian Guillaume répond que la filière de recyclage est désormais mature, avec des taux pouvant atteindre 98 %, supérieurs à ceux de nombreuses autres filières industrielles. Il ajoute que les investisseurs financent à l'avance le coût du recyclage futur, intégré au prix de l'installation. Il mentionne également l'existence d'une entreprise spécialisée à Saint-Loubès, qui recycle et revalorise les matériaux des panneaux solaires.

Réaction d'un habitant : *« J'ai installé des panneaux photovoltaïques chez moi et je n'ai pas bénéficié du taux de TVA à 5,5 % : j'ai payé 20 %, soit environ 400 € sur un investissement de 2 000 €. Pour répondre à la question sur la résistance en cas de grêle, je peux témoigner : lors du dernier épisode qui a détruit des voitures dans le quartier, les panneaux n'ont absolument pas été abîmés. Les prix ont beaucoup baissé depuis mon installation, et aujourd'hui on trouve des systèmes "plug and play" très simples à poser : un panneau unique peut produire autour de 600 watts et se rentabilise en quelques années. Même en zone ABF, les démarches sont plutôt faciles : la mairie de Bordeaux a été très facilitatrice. Au final, le retour sur investissement se fait naturellement et les technologies actuelles sont fiables et abordables. On peut y aller les yeux fermés. »*

LE SUJET CHOISI PAR LES HABITANTS : L'AMENAGEMENT DES ESPACES PUBLICS ET LA NATURE EN VILLE

Pauline Legardien rappelle que ce deuxième point à l'ordre du jour vient directement des habitants du quartier. Un sondage a été envoyé aux personnes inscrites pour recevoir les informations du quartier ; 175 habitants ont pris le temps d'y répondre. Le thème « aménagement des espaces publics et nature en ville » arrive très largement en tête, avec 116 voix.

Estelle Goblet

Mission handicap et Accessibilité à la Cité – Ville de Bordeaux

Accessibilité, tous concernés !

Estelle Goblet introduit son propos en rappelant que l'accessibilité ne concerne pas uniquement les personnes en situation de handicap : elle sert aussi les seniors, les parents avec poussette, les voyageurs avec valise à roulettes, bref toutes les mobilités et les usages du quotidien. Le cadre réglementaire s'appuie sur la loi du 11 février 2005 qui instaure le principe de continuité des cheminements piétons. La Ville de Bordeaux agit à travers 2 grands plans qu'elle présente tour à tour.

Le PAVE : pour des cheminements piétons plus pratiques pour tous les usagers

Estelle Goblet explique ce qu'est un cheminement accessible : un passage suffisamment large (1,40 m minimum) et, lorsque cette largeur n'est pas atteignable, la possibilité de transformer la rue en zone de rencontre, où le piéton redevient prioritaire. Elle rappelle l'importance des dispositifs facilitant la circulation :

- Des revêtements plus confortables.
- Des potelets contrastés pour les malvoyants.
- Des abaissés de trottoirs. Des bandes d'éveil à la vigilance.
- Un entretien et une remise en état des surfaces.

Ces aménagements sont intégrés au Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics, voté au conseil métropolitain du 6 juin 2025. Estelle Goblet montre la carte du quartier avec les priorités :

- Priorité 1 (rouge) : secteurs nécessitant une intervention rapide.
- Tracés noirs : opérations déjà réalisées ou programmées.
- Priorités 2 et 3 : interventions planifiées sur les années suivantes.

Elle souligne que ce plan est consultable en mairie de quartier, mais aussi en ligne, à travers les délibérations du Conseil métropolitain sur bordeaux.fr. Elle propose même de consulter un exemplaire à ceux qui souhaiteraient le parcourir après la séance.

Pour le maintien de la qualité des cheminements piétons sur votre quartier

Estelle Goblet insiste ensuite sur un point essentiel : la programmation n'empêche pas les interventions rapides lorsque des dégradations menacent la sécurité. Elle invite les habitants à signaler toute anomalie : pavés décelés, fuite d'eau, avaloir bouché, panneau détérioré...

Pour cela, plusieurs canaux existent :

- Allô Mairie Proximité au 05 56 10 33 33 ou l'accueil de la mairie : 05 56 10 20 30, touche 2.
- Le formulaire de signalement sur bordeaux.fr,
- L'application « Ma Ville Facile » qui permet d'envoyer directement une photo du problème (téléchargeable via le site de la Ville).

Estelle Goblet précise que les habitants ayant utilisé ces outils témoignent d'une réactivité notable des services municipaux.

L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) : espaces verts

Estelle Goblet présente ensuite le second volet du plan : la mise en accessibilité des sites municipaux avec l'Ad'AP, un programme sur 9 ans.

Pour les parcs et jardins du quartier, la plupart sont désormais accessibles. Quatre sites ont été mis aux normes en 2025, dont :

- Le parc Denis et Eugène Bühler.
- Le Jardin de ta Sœur et son aire de jeux.
- Le square Joséphine.
- Le tour du lac, dont la presqu'île reste à finaliser.

Elle rappelle l'ampleur du chantier du tour du lac, souvent observée par les riverains, nécessaire pour garantir des cheminements conformes. Dans le quartier, il reste 3 sites à mettre aux normes dans les prochaines années.

L'accessibilité des établissements recevant du public (ERP)

Estelle Goblet fait un point d'étape : sur les 35 ERP du quartier à rendre accessibles, 16 l'étaient fin 2024, et 22 le sont désormais, après la mise en accessibilité de 6 sites supplémentaires en 2025.

Parmi les réalisations, Estelle Goblet relate :

- 4 écoles : l'école élémentaire Labarde (Anne-Sylvestre), l'école maternelle Point du Jour, l'école maternelle et élémentaire Charles-Martin.
- Une crèche : le multi-accueil Haussmann,
- Une église : Saint-Martial (attestation en cours).

Estelle Goblet détaille ensuite les types d'aménagements effectués : rampes, mains courantes, contrastes de marches, bandes d'éveil, ascenseurs créés ou remis aux normes, sanitaires accessibles. Elle prend l'exemple du Vélodrome, quasiment abouti, où les billetteries doivent encore être finalisées.

Deux sites sont déjà programmés :

- 2026 : centre d'animation de Bacalan,
- 2027 : immeuble Dupaty (centre social Bordeaux Nord).

Karine Gessner

Adjointe au Directeur Général des Territoires Pôle territorial de Bordeaux – Bordeaux Métropole

Karine Gessner intervient ensuite pour présenter la dimension plus opérationnelle des aménagements de l'espace public : travaux du quotidien, requalifications, végétalisation, lutte contre les îlots de chaleur et sécurisation autour des écoles.

Elle articule son propos en 4 volets.

Traitement du quotidien

Karine Gessner rappelle que ses services interviennent sur de nombreux aspects « invisibles, mais essentiels » de la vie du quartier :

- L'entretien des chaussées et couches de roulement.
- La reprise des trottoirs.
- Les interventions pour la sécurité et le confort de tous les modes de déplacement.

Karine Gessner précise que ces travaux se font autant que possible en coordination avec les concessionnaires (gaz, électricité, eau...) afin d'éviter qu'une rue rénovée soit immédiatement ouverte pour un chantier technique. Même si, en cas de panne urgente, cette coordination ne peut éviter toutes les réouvertures ponctuelles. Elle montre l'exemple de l'avenue de Laroque, où la création de trottoirs a nettement amélioré le confort des piétons.

Végétalisation d'opportunité des rues

Karine Gessner passe ensuite aux aménagements légers, mais structurants : végétalisations d'opportunité, réalisées lors de travaux prévus ou sur des espaces délaissés (angles de rues, parvis...). Elle prend l'exemple de l'angle rue Delord / rue Dupaty, récemment végétalisé.

Karine Gessner insiste sur l'intérêt de ces micro-aménagements : la désimperméabilisation des sols permet de mieux absorber les eaux de pluie, de réduire les risques d'inondation et de limiter la surcharge du réseau d'assainissement.

Elle rappelle l'importance de la végétation dans la lutte contre la chaleur : certaines rues minérales peuvent atteindre 50 °C au sol, température dangereuse pour les animaux (patte des chiens) et très inconfortable pour les habitants. Alors qu'une surface végétalisée peut descendre à 25 / 30 °C, même en période de forte chaleur.

Karine Gessner mentionne également la loi récente sur les cônes de visibilité : les 5 mètres autour des passages piétons doivent être dégagés (pas de stationnement ni d'éléments gênants). Ces contraintes sont mises à profit pour ajouter du mobilier, planter ou installer des arceaux vélos.

Traitement des îlots de chaleur

Karine Gessner rappelle qu'une étude menée en 2020 par l'Agence d'urbanisme a identifié 48 îlots de chaleur sur la ville, dont plusieurs sont situés dans le quartier Bordeaux Maritime. Deux niveaux de priorité existent : 45 °C : zones prioritaires et 40 à 45 °C : zones à traiter, mais moins urgentes. Aujourd'hui, 24 sites ont déjà été réaménagés.

Dans le quartier, Karine Gessner cite :

- La place Mareilhac : avec une forte désimperméabilisation, de nouveaux usages, l'installation d'un barbecue issu du budget participatif, la création d'aires de pause, jeux, fontaines à boire.
- La place Lewis Brown, où les usages ont été repensés autour des arbres existants et de nouveaux aménagements pour les familles.

Karine Gessner insiste sur l'idée qu'un îlot de chaleur traité devient un lieu de vie et non plus un simple espace minéral.

Le plan « marchable » – La rue aux enfants

Karine Gessner aborde les actions menées autour des écoles avec le plan marchable qui vise à sécuriser les abords scolaires en fermant les rues aux heures d'entrée et de sortie, voire en les piétonnisant complètement lorsque c'est possible.

Sur le quartier, Karine Gessner indique 25 écoles concernées, dont 13 déjà traitées et d'autres en cours d'étude. Elle révèle que certaines restent non piétonnisables pour des raisons techniques (ex. : école Labarde, située sur un axe structurant).

Karine Gessner souligne que ces aménagements rencontrent une bonne adhésion des familles, qui apprécient l'apaisement autour des écoles.

Rue aux enfants Aristides de Sousa Mendes

Karine Gessner indique que la première phase de la rue et de l'école Sousa Mendes est livrée juste avant l'été. Elle précise que cet aménagement récent illustre bien l'esprit du programme « rue aux enfants ». La rue devient un espace dédié aux familles et aux élèves, tout en intégrant plusieurs objectifs : végétalisation, accessibilité et rénovation des revêtements. Elle ajoute que des jeux au sol et des dispositifs ludiques complètent l'ensemble pour renforcer l'usage familial.

Karine Gessner souligne que les retours sont très positifs. Les familles profitent désormais de temps d'entrée et de sortie d'école plus sereins, dans un environnement mieux sécurisé et plus agréable. Selon elle, cette première phase montre que l'approche globale choisie fonctionne et répond aux attentes du quartier.

Végétalisation d'axe structurant

Karine Gessner présente ensuite le cas du cours Edouard Vaillant, un aménagement récent qui n'est pas encore totalement achevé. Elle explique que ce projet devait, au départ, transformer cet axe structurant grâce à une intervention très complète. Cependant, les études révèlent plusieurs obstacles majeurs. Les pompiers demandent une accessibilité totale aux façades, ce qui exclut la plantation d'arbres. L'équipe envisage alors une plantation axiale, mais découvre que le sous-sol abrite un collecteur d'assainissement de 1,80 m de diamètre, essentiel à l'agglomération et impossible à déplacer ou à fragiliser.

Elle précise que le projet évolue donc vers d'autres solutions : désimperméabilisation, amélioration des trottoirs selon les priorités définies par le PAVE, installation de pergolas et plantation de végétation basse. Les travaux doivent s'achever peu après les vacances de Noël.

Karine Gessner cite, en contraste, l'avenue de Labarde. Cet autre axe structurant offre davantage de possibilités techniques. Le chantier, qui se termine cette semaine, permet la plantation de

180 arbres et de milliers de plantes plus basses, ainsi que la création d'une voie verte. Ce projet illustre tout le potentiel de transformation d'axes majeurs lorsque les contraintes le permettent. Karine Gessner conclut en rappelant que le PAVE fixe désormais les priorités d'intervention. Les choix futurs dépendront à la fois des ambitions de la collectivité et des contraintes propres à chaque secteur.

Mathieu Ahyerre

Responsable du Service d'Aménagement des Parcs et Jardins – Bordeaux Métropole

Carte des parcs et jardins du quartier

Mathieu Ahyerre ouvre sa présentation en affichant la carte des parcs et jardins du quartier. Il souligne que les habitants bénéficient ici d'une situation privilégiée : c'est le secteur de Bordeaux qui offre le plus d'espaces verts par habitant, près de 20 m² par personne, soit plus de 20 fois la superficie disponible que dans un quartier comme Nansouty. Il rappelle que ces dernières années, une grande partie des efforts a porté sur la mise en accessibilité des allées et des cheminements, comme évoqué auparavant. Presque tous les parcs du secteur ont été réaménagés, à l'exception du parc de l'Arrière-base (en cours) et du jardin de La Faïencerie, qu'il présentera dans un instant. Mathieu Ahyerre explique que la création de nouveaux parcs est devenue extrêmement rare à l'échelle métropolitaine : dans ce contexte, la mise en service du parc de l'Arrière-base et du Jardin de La Faïencerie constitue un événement notable. Il précise que le service travaille également sur la désimperméabilisation, lorsque cela est possible, parfois grâce au budget participatif, comme l'a expliqué Karine Gessner.

Le Jardin de ta Sœur

Mathieu Ahyerre poursuit avec la présentation du Jardin de ta Sœur, récemment réhabilité et inauguré. Le site accueille désormais une aire de jeux agrandie, avec un espace dédié aux tout-petits, un espace de biodiversité, des fruitiers, un nouveau mobilier de détente (bancs), un baby-foot extérieur.

Il ajoute que les services ont bien noté la demande de plusieurs habitants concernant l'installation d'un terrain de boules ; cette proposition est actuellement à l'étude.

Les jardins familiaux des Aubiers

Mathieu Ahyerre présente ensuite la très importante réhabilitation des jardins familiaux des Aubiers : plus d'un hectare d'espaces, répartis en 60 parcelles, avec des plantations de fruitiers. Il précise que ces jardins familiaux fonctionnent aussi comme un espace public accessible à tous, traversable librement, offrant de la verdure et des allées ouvertes, en complément des parcelles cultivées. Une serre est également mise à disposition des jardiniers.

Le Jardin de la Faïencerie

Mathieu Ahyerre s'attarde davantage sur ce projet, situé à proximité du lieu de réunion. Le jardin n'est pas encore ouvert, mais l'ouverture est prévue autour de la mi-janvier. Les travaux se finalisent sur un site compris entre la rue de la Faïencerie, la rue Bourbon et un nouveau cheminement reliant la Sente des Mousses à la rue Dupaty.

Il revient sur un point important : la pollution radioactive découverte en 2014. Trois campagnes de dépollution ont été menées, et les derniers camions de terres polluées ont quitté le site récemment. La moitié du terrain reste toutefois fermée, en attente des rapports définitifs de l'ANDRA. Les élus ont néanmoins demandé l'ouverture partielle du jardin, afin de ne plus prolonger les années d'attente pour les riverains.

La partie aménagée comprend des cheminements accessibles, un terrain de boules, des jardins partagés, une aire de jeux, une grande pelouse centrale, une fontaine, du mobilier, de nombreuses plantes vivaces et arbustes, ainsi que la conservation des peupliers existants.

Il précise enfin que la rue adjacente sera réaménagée lorsque les autorisations liées à la pollution seront confirmées.

Le parc de la base sous-marine

Mathieu Ahyerre présente ensuite le parc de l'Arrière-base, un espace de 4 hectares, décrit comme un lieu « magnifique » compte tenu de son ampleur. Il rappelle que plus de 2 hectares ont été désimperméabilisés, ce qui représente la plus grande opération de ce type sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne. À ce titre, le parc a bénéficié de la plus forte subvention attribuée par l'Agence de l'Eau pour une désimperméabilisation.

S'agissant des aménagements, il indique la sauvegarde de la trame de peupliers existants, la plantation d'un très grand nombre d'arbres, la création de deux terrains de boules dotés d'un système de comptage intégré, la présence de zones très humides où ont été plantés des chênes des marais, adaptés aux sols gorgés d'eau.

Mathieu Ahyerre attire l'attention sur les gros blocs de pierre visibles dans certaines zones : ils servent à empêcher le passage des camions, en raison d'un canal souterrain issu de l'ancienne base sous-marine, qui ne peut pas supporter le poids de véhicules lourds.

La place Jean Cayrol

Enfin, Mathieu Ahyerre conclut avec la place Jean-Cayrol, dont la transformation résulte d'un projet du budget participatif porté notamment par une habitante, présente dans la salle ce soir. Les travaux ont permis la désimperméabilisation de 600 m², la plantation de 12 arbres, l'ajout de mobilier et l'installation de grands pots devant les commerces le long du canal.

Mathieu Ahyerre précise que, parallèlement, une étude a été menée sur la désimperméabilisation du linéaire le long du canal, même si cette partie ne relevait pas directement du budget participatif.

TEMPS D'ECHANGES

« J'ai deux questions. D'abord sur le cours Édouard-Vaillant : il reste des zones en terre où des voitures se garent et abîment tout. Sur les parties déjà plantées, c'est devenu une poubelle géante... Comment allez-vous garantir que ce projet fonctionne ? Et qu'est-ce qui sera fait pour que le Jardin de la Faïencerie, situé près des bars et boîtes, reste propre et agréable ? Ma deuxième question concerne la Rue des Enfants. Le projet est super, mais nous sommes nombreux à vivre dans la résidence Bourbon juste en face, avec un parking. Les longues plages d'interdiction d'accès nous bloquent parfois chez nous. La communication n'est pas claire. Peut-on avoir un système qui permette aux habitants d'entrer chez eux sans enfreindre le sens interdit ? »

Karine Gessner indique qu'elle connaît bien la situation. Elle confirme la présence d'incivilités sur le cours Édouard-Vaillant et rappelle que le projet n'est pas achevé. Les plantations se poursuivent jusqu'en février 2026, et les espaces finalisés sont d'ordinaire mieux respectés. Elle affirme que les équipes restent mobilisées, mais qu'il n'existe pas de solution miracle : la surveillance, la pédagogie et la présence sur le terrain demeurent indispensables. Elle précise enfin que renoncer aux aménagements naturels au profit du béton ne constitue pas une réponse souhaitable.

Vincent Maurin précise, pour la Rue des Enfants, que la mairie reçoit peu de retours, mais qu'il reconnaît des gênes réelles pour certains riverains. Il explique que la coupure de rue dure trente minutes le matin et trente minutes l'après-midi, ce qui peut bloquer un habitant au mauvais moment. Les services métropolitains analyseront la situation pour vérifier s'il existe une adaptation possible. Si aucune solution n'est réaliste, la mairie l'indiquera clairement, mais l'objectif reste de réduire les nuisances pour les riverains.

« J'ai une petite idée : en 2016, pendant la compétition de foot, les riverains avaient un badge spécial pour accéder à leur garage. Peut-on faire la même chose ? »

Vincent Maurin rappelle qu'il s'agissait de la Coupe d'Europe, limitée à quelques semaines. Il note que la Rue des Enfants impose une gestion quotidienne, toute l'année. La suggestion reste étudiée, mais il n'est pas certain qu'elle soit transposable.

« Quelle sécurité pouvez-vous assurer aux personnes en fauteuil roulant pour traverser les écluses ? Aujourd'hui, on est obligé de partager la route avec les voitures. »

Karine Gessner reconnaît la difficulté. Elle souligne que les écluses constituent un secteur complexe, avec rails, contraintes techniques et statut particulier du site, qui reste un équipement du Port. Elle explique que Bordeaux ne maîtrise ni les lieux ni leur fonctionnement. Les échanges avec le Port existent, mais avancent lentement. Elle ajoute que les services de la Métropole, spécialisés dans la circulation, analysent ces questions grâce à des outils très précis et que tout signalement citoyen aide à prioriser les améliorations. Cela concerne le pont secondaire des écluses (sur le pont principal, le cheminement est accessible sur un des côtés du pont), pour lequel il y a bien un panneau interdit aux piétons sur chaque rive des écluses.

« Deux questions. D'abord : le carrefour Lucien-Faure / Brunet / cours du Raccordement devient anxiogène dès que la circulation augmente. Les tourne-à-gauche sont dangereux, autant pour les voitures que pour les piétons. Va-t-on améliorer la sécurité ? Deuxième question : la plaque portuaire du Pertuis doit être libérée. Est-ce le bon moment pour étendre le projet de végétalisation à tout le secteur ? »

Vincent Maurin confirme que le carrefour constitue un point noir identifié lors de la cellule de veille citoyenne. Il annonce que l'arrivée du futur bus express impose de revoir l'organisation du carrefour, notamment les tourne-à-gauche. Il ajoute que la rue Lucien-Faure accueillera bientôt un radar automatique dans les deux sens, une première à Bordeaux, afin de réduire la vitesse. Sur la plaque du Pertuis, il confirme la création d'un jardin métropolitain sur l'actuel parking, et le départ de Blonde Vénus. Il précise que le terrain restera propriété du Port, ce qui impose une discussion sur l'avenir du quai. Il espère un élargissement de la bande végétale, mais cela dépend de la coopération avec le Port.

« Le week-end, la promenade des quais à hauteur des hangars est bondée. Les vélos et trottinettes zigzaguent sans ralentir. Maintenant que la piste cyclable est livrée, quand allez-vous interdire les véhicules électriques sur cette portion piétonne ? »

Didier Jeanjean répond que la piste cyclable devait être finalisée avant toute interdiction. Désormais, elle est opérationnelle, et la Ville passe à l'étape suivante : installer une nouvelle signalisation pour détourner les cyclistes vers la piste dédiée, puis renforcer la présence de la police municipale. Il précise que la pédagogie précède la verbalisation. Il rappelle aussi que, dans une zone piétonne, le Code de la route autorise le vélo à condition de rouler au pas. Il assure qu'il vérifiera les problèmes de signalisation évoqués.

« Depuis 2019, on nous promet des travaux sur l'esplanade de l'ancienne gare Saint-Louis : plantations mortes, nettoyage insuffisant, délais très longs et nouveau report à 2027. Quelle est la suite du projet ? »

Didier Jeanjean dit partager pleinement cette impatience. Il explique que l'un des interlocuteurs impliqué dans la réalisation de ce projet a retardé son avancement et qu'aujourd'hui s'ajoute le problème des coupes budgétaires. Il rappelle toutefois que ce projet reste une priorité, que la rue Sousa Mendes a pu avancer, car elle n'était pas confrontée à cet interlocuteur et que le futur aménagement du cours Saint-Louis est important, l'aménagement transitoire actuel n'étant pas satisfaisant.

« Les trottoirs de Lucien-Faure sont envahis par vélos, trottinettes et vélos-cargo dangereux. La signalisation pourrait-elle être revue pour orienter les deux-roues vers la voie centrale ? »

Didier Jeanjean confirme le problème et explique que certains cyclistes doivent malgré tout passer par le trottoir lorsqu'ils n'ont aucune rue leur permettant de rejoindre leur domicile depuis la voie centrale. Il estime que l'aménagement actuel contribue en partie à cette situation. Il reconnaît aussi que certains usagers de vélos électriques roulent trop vite, notamment les livreurs car ils sont soumis à une pression économique importante. Il indique que la collectivité travaille à un outil

permettant de verbaliser les deux-roues allant trop vite sur les trottoirs, notamment des bancs ou bornes de contrôle adaptés.

« Quand nous voulons signaler des problèmes de civilité ou de circulation, à qui devons-nous nous adresser ? Et je veux aussi dire que ma rue, Armand Dulamon, vient d'être semi-végétalisée : c'est une vraie réussite, au point que certains regrettent qu'elle ne soit pas entièrement végétalisée ! »

Didier Jeanjean explique que, lors de la livraison d'un aménagement, les plantes sont encore jeunes, ce qui laisse des vides favorisant les incivilités. Il précise que, une fois adultes, des massifs denses fonctionnent beaucoup mieux. Il rappelle que l'année 2025 est particulièrement difficile pour la végétation, entre pluies inédites et canicules à répétition, ce qui ralentit la croissance. Il assure qu'à terme, ces aménagements donnent satisfaction.

« Concernant le tour du lac : l'accès est interdit dans les zones polluées. Que prévoyez-vous pour traiter cette pollution, alors que nous y allons depuis des années avec nos enfants ? »

Didier Jeanjean indique que le petit tour du lac est désormais accessible, y compris aux personnes en situation de handicap, et que le grand tour est en cours de travail avec un nouveau partenaire, le Parc des Expositions. Sur la pollution, il rappelle que des sites ont déjà été dépollués en priorité selon leur niveau d'usage. Les autres le seront progressivement, selon les arbitrages budgétaires annuels (100 000 à 300 000 € par site). Il précise que ces choix seront pris avec les habitants et les associations du quartier.

« En fermant beaucoup de petites rues, vous nous ramenez systématiquement vers les grands axes. Cela augmente les détours et les embouteillages. Est-ce que cela ne devient pas problématique ? »

Didier Jeanjean reconnaît la réalité du constat. Il rappelle que la politique actuelle vise à protéger les quartiers résidentiels en y limitant le trafic et la vitesse, notamment via les « rues aux enfants ». Il précise que ces choix déplacent le trafic de transit vers les grands axes. Avec six ans de recul, le constat démontre une baisse globale du trafic : les habitants se reportent vers le vélo, les transports en commun et la marche. La pratique du vélo progresse de 45 %, celle des transports en commun de plus de 16 %. Il admet que tout n'est pas satisfaisant, mais estime que ces évolutions montrent une transition en cours.

« Le pont amont est interdit aux piétons depuis plus de dix ans, sans que l'interdiction soit réellement appliquée. Comment garantir une circulation partagée ? »

Vincent Maurin rappelle que le pont amont appartient au Port et qu'il ne dispose pas d'un trottoir conforme aux 1,40 m requis. Il indique que les piétons sont censés utiliser l'autre pont sur écluse, dotée d'un trottoir. Il reconnaît que le sujet divise les habitants, entre ceux qui considèrent le panneau d'interdiction et ceux qui s'appuient sur un autre panneau. Il annonce que la Ville étudiera les options possibles : respect strict de l'interdiction, élargissement ou réaménagement, voire sens unique.

« Les plots amovibles du Quai des Caps et du jardin de la base sous-marine sont presque toujours baissés. Les piétons ne s'y sentent pas en sécurité. »

Didier Jeanjean explique qu'une inspection sur site sera nécessaire pour identifier les bornes défaillantes et comprendre si leur dysfonctionnement est lié à des travaux ou à d'autres causes. Il précise par ailleurs que l'application Ma Ville Facile reste le meilleur outil pour signaler ces problèmes, en complément de l'équipe de la mairie de quartier.

« On ne parle pas assez des personnes en situation de handicap. Ce sont elles qui souffrent en premier des aménagements actuels. Comment garantirez-vous que les projets leur seront réellement favorables ? »

Didier Jeanjean assure que tous les nouveaux aménagements sont conçus en priorité pour les personnes à mobilité réduite : personnes handicapées, parents avec poussette, marcheurs lents. Les places PMR sont systématiquement maintenues. Il rappelle que le Plan d'accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE) a été élaboré avec la Commission communale d'accessibilité et des usagers concernés. Il souligne que l'accessibilité universelle est au cœur de la démarche, car aménager pour les personnes handicapées profite à tous.

Olivier Escots insiste sur le fait que ce mandat est le premier à avoir véritablement adopté le PAVE, pourtant obligatoire depuis 15 à 20 ans, ce qui peut expliquer un retard de la Ville.

Didier Jeanjean ajoute que des aménagements peuvent aussi être envisagés au cas par cas, en analysant le parcours quotidien d'une personne concernée, même en dehors des grands projets.

Estelle Goblet rappelle que la plateforme Bordeaux Participation (<https://participation.bordeaux.fr/>) permet aux habitants de s'impliquer dans les sujets liés au handicap. Elle indique aussi tenir une liste de volontaires pour travailler sur l'accessibilité et se rend disponible en fin de conseil.

« Envisagez-vous de végétaliser le cours Balguerie-Stuttenberg ? Et que pensez-vous de la suppression des feux tricolores, alors que la vitesse augmente et que la traversée devient difficile ? »

Vincent Maurin précise que ce cours ne fait pas partie des axes concernés par un grand projet d'aménagement, mais que le permis de végétaliser reste accessible aux riverains. Sur les feux tricolores, il explique que leur suppression a réduit l'accidentologie, notamment les accidents mortels enregistrés auparavant. Il reconnaît des incivilités, mais indique que la voie bus est mieux respectée et que les services confirment un bilan globalement positif.

Didier Jeanjean ajoute qu'il n'est pas possible de refaire entièrement le cours en raison de la présence du site propre bus, qui fonctionne bien. En revanche, il évoque des aménagements ponctuels qui pourront être proposés à l'arbitrage budgétaire : plantations localisées, bancs, fontaine, déminéralisation, passage piéton surélevé, selon les besoins identifiés.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Vincent Maurin

Maire-adjoint du quartier Bordeaux Maritime

Vincent Maurin remercie l'assemblée pour ses questions. Il souligne que la rencontre a mêlé présentation de projets et échanges de proximité, un format qui correspond à la démocratie directe que la Ville souhaite encourager. Il rappelle que la plateforme *Allô Proximité* permet d'obtenir des réponses rapides au quotidien.

Il indique que d'autres espaces de dialogue existent : les conseils de proximité qu'il organise régulièrement, ainsi que les réunions dédiées aux projets du quartier, comme celles menées autour du cours Édouard-Vaillant ou des bords du lac. Ces temps d'échange, affirme-t-il, permettent d'apporter analyses et retours « à chaud » sur des sujets précis.

Il invite les participants à transmettre les questions restées en suspens via le flyer mis à disposition, assurant qu'une réponse leur parviendra dans les prochains jours.

Avant de conclure, Vincent Maurin évoque brièvement les nombreux rendez-vous festifs et culturels de fin d'année disponibles sur *bordeaux.fr*, et rappelle la date de l'inauguration du nouveau préau sportif Betty-Cuthbert, le 17 décembre à 17 h, précédée d'animations tout l'après-midi.

Il remercie enfin le public pour sa participation et invite chacun au pot convivial.